

# La Sociale : une histoire collective

→ par Alain Policar

Un documentaire aussi passionnant qu'une fiction qui montre ce que nous perdrons si cet instrument démocratique essentiel était démantelé.

Si l'on souhaite prendre conscience de l'importance de la Sécurité sociale dans notre modèle politique et de la nécessité de la mobilisation pour riposter aux attaques qu'elle subit, il faut impérativement courir au cinéma voir le documentaire de Gilles Perret ([www.lasociale.fr](http://www.lasociale.fr)), écrit avec la collaboration de l'historien Michel Étiévent. Le premier mérite des auteurs est d'avoir su choisir des interlocuteurs extrêmement attachants, en tête desquels une mention particulière doit être décernée à Jolfred Fregonara, 96 ans au moment du tournage, militant CGT, chargé, en 1946, de la création des Caisses de la Sécurité sociale en Haute-Savoie. Attachants, mais aussi remarquablement pédagogues, comme, outre M. Étiévent, biographe d'Ambroise Croizat, Colette Bec, professeur à Paris-V, Anne Gervais, médecin hépatologue à l'hôpital Cochin, Bernard Friot, professeur émérite d'économie à Paris-X, et Frédéric Pierru, chercheur au CNRS, spécialiste de la santé, ces deux derniers bien connus de nos lecteurs.

Un mot d'abord sur le travail de Gilles Perret, qui, film après film (*Ma mondialisation*, 2006, *Walter, retour en résistance*, 2009, *De mémoires d'ouvriers*, 2012, *Les Jours heureux*, 2013), se préoccupe de montrer les liens entre les destins individuels (principalement ceux des habitants de sa Haute-Savoie natale) et la dimension globale des problèmes que nous affrontons, plus douloureusement encore depuis la mondialisation financière et ses effets mortifères sur les plus démunis.

## UN MILITANT OUBLIÉ : AMBROISE CROIZAT

La dimension de la mémoire est particulièrement présente dans *La Sociale*, puisque son principal personnage est un militant communiste injustement oublié, secrétaire général de la Fédération des métaux, Ambroise Croizat, artisan inlassable de l'édification de cet instrument au service de l'égalité des conditions, et dont les obsèques (« à la Victor Hugo ») jetèrent dans la rue des centaines de milliers de personnes. Restaurer la figure héroïque de Croizat, qui, bien que ministre, vécut chichement et s'épuisa à la tâche, est une œuvre de salubrité publique que Perret, avec le concours du formidable Jolfred Fregonara, mène avec une admiration justifiée pour le personnage et, au-delà, un souci constant de dégager l'importance de la lutte collective.

Néanmoins, si la ténacité et le courage de Croizat ont permis l'application de l'ordonnance de 1945, et, qu'il convenait donc, ne serait-ce que pour cette raison, de le sortir de l'ombre, c'est bien Pierre Laroque (dont le rôle fut déjà important en 1928 dans la mise en œuvre de la loi sur les assurances sociales) qui a conçu le Plan de Sécurité sociale (d'autant que Croizat ne fut ministre qu'en novembre 1945). Plutôt que de faire de Croizat le principal acteur du projet, il aurait sans doute été préférable d'insister sur la complé-

mentarité du rôle des deux hommes<sup>(1)</sup>.

## LA SÉCU : « UN ÎLOT DE SOCIALISME »

Il faut se souvenir également de l'effroyable misère des ouvriers et des paysans avant 1940, et de leur peur de la maladie ou de l'accident, lesquels pouvaient détruire leur vie. Dans un tel contexte, la Sécurité sociale représente « un îlot de socialisme dans une France ruinée ». Si cette création fut rendue possible, c'est grâce à un rapport de forces favorable, une CGT à 5 millions d'adhérents, un parti communiste à 29 % des voix et une classe ouvrière magnifiée par la Résistance au nazisme, face à un patronat compromis par la Collaboration.

En contrepoint, on reste ébahi devant la réponse piteuse de François Rebsamen, qui, interrogé dans son bureau du ministère du Travail, confie sans vergogne son ignorance crasse de l'existence de Croizat (ignorance dont il paraît parfaitement s'accommoder, montrant, si besoin était, que pouvoir et savoir font rarement bon ménage). On est, plus encore, révolté par les propos d'un certain Reichmann, fondateur d'un mouvement pour supprimer le monopole de la Sécurité sociale et qui affirme, sans sourire, que « la France est un pays communiste comme Cuba ou la Corée du Nord »!

Ce documentaire subtil se regarde avec autant de plaisir qu'une fiction, notamment grâce à un montage particulièrement habile, si bien que le spectateur est gagné par l'émotion dès les premières images. Une émotion au service de la raison : qu'il s'agisse, comme le fait sobrement Anne Gervais, de dénoncer les assurances privées et de valoriser la solidarité, ou, ainsi que Frédéric Pierru y insiste, de mettre en lumière le caractère injuste et inefficace des complémentaires santé, chacun mesure ce qu'il a gagné et ce qu'il pourrait perdre si les partis de la réaction s'employaient, comme il y a lieu de le craindre, à démanteler la Sociale. Peut-être conviendrait-il, en suivant Colette Bec, de faire de la protection « un droit de l'homme et non seulement le droit de ceux qui peuvent cotiser à leur propre protection »<sup>(2)</sup>. ●

(1) Lire, à ce sujet, Colette Bec, *La Sécurité sociale. Une institution de la démocratie*, Gallimard, 2014.

(2) Laurent Aucher et Frédérique Barnier, « Cause commune. Entretien avec Colette Bec et Gilles Perret », *La Vie des idées*, 2 décembre 2016, [www.laviedesidees.fr/Cause-commune.html](http://www.laviedesidees.fr/Cause-commune.html).

Peut-être conviendrait-il de faire de la protection « un droit de l'homme et non seulement le droit de ceux qui peuvent cotiser à leur propre protection ».